



Présence du HCR en 2012

Nombre de bureaux	4
Effectifs totaux	128
Internationaux	17
Nationaux	93
JEA	2
VNU	15
Autres	1

| Aperçu |

Faits marquants

- Les conditions de sécurité précaires qui ont régné en 2012 en Côte d'Ivoire ont réduit le rythme du rapatriement librement consenti des réfugiés ivoiriens depuis le Libéria. À la fin de l'année, près de 65 500 réfugiés ivoiriens demeuraient dans le pays, soit bien plus que le chiffre prévu de 30 300.
- En général, les conditions de sécurité sont restées stables au Libéria en 2012, grâce aux efforts conjoints des autorités libériennes et des agents du maintien de la paix au Libéria et en Côte d'Ivoire.
- Dans le contexte de la stratégie régionale globale, comprenant la mise en œuvre de la clause de cessation pour les réfugiés libériens, plus de 29 000 Libériens ont été transportés chez eux et aidés avec des allocations en espèces.
- Plus de 6 000 réfugiés ivoiriens ont bénéficié d'une assistance pour regagner la Côte d'Ivoire.
- Conformément à la politique du Gouvernement qui est d'améliorer la protection internationale et la sécurité le long de la frontière, près de 10 000 réfugiés, principalement originaires de Côte d'Ivoire, ont été réinstallés du camp de Ziah et d'autres sites où ils vivaient avec des communautés hôtes dans le camp de Solo et le camp construit sur le site de l'ancienne société Prime Timber Production (connu sous le nom de camp PTP).

Personnes relevant de la compétence du HCR

En 2012, les principaux groupes relevant de la compétence du HCR étaient : près de 65 600 réfugiés ivoiriens qui ont fui les violences dans leur pays à la suite de la crise post-électorale de 2010 ; ainsi que les Libériens qui ont fui la guerre civile dans les années 90 et qui sont de retour dans leur pays, pour qui le HCR a lancé un programme de rapatriement volontaire en 2004. Entre 2004 et 2012, le Haut Commissariat a porté assistance à près de 155 500 rapatriés libériens.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes

gouvernementaux :
Commission libérienne de rapatriement et de réintégration des réfugiés

ONG :

Africa Humanitarian Action, Care International, Caritas Libéria, Child Fund International, Community Health, Education and Social Services, Comité international de secours, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Ieda Relief, International Emergency and Development Aid, Logistics and Services Liberia, Medical Emergency and Relief Cooperative International, Medical Emergency Relief International, Norwegian Church Aid, Save the Children – Royaume-Uni, Special Emergency Activity to Restore Children's Hope

Partenaires d'exécution

ONG :

OXFAM Royaume-Uni, Finnish Church Aid

Autres :

Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), OMS, PAM, Programme des VNU, UNICEF

Type de population	Origine	Total	Nb pers. Assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Côte d'Ivoire	65 600	65 600	54	54
	Pays divers	340	340	47	34
Apparentés réfugiés	Pays divers	10	10	25	-
Demandeurs d'asile	Pays divers	50	50	4	-
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Anciens réfugiés sierra-léonais bénéficiant d'une aide à l'intégration sur place	1 600	1 600	-	-
Réfugiés rapatriés ¹	Côte d'Ivoire	17 600	17 600	53	-
	Guinée	5 500	5 500	53	-
	Ghana	4 700	4 700	53	-
	Sierra Leone	1 000	1 000	53	-
	Pays divers	600	600	53	-
Total		97 000	97 000		

¹La ventilation démographique concerne l'ensemble des réfugiés libériens rapatriés, soit 29 400 personnes

| Rapport sur les résultats de 2012 |

Réalisations et impact

Environnement de protection favorable

- Afin d'étayer les activités en faveur du rapatriement librement consenti et de la réinstallation dans le comté de Maryland, un nouveau centre de transit a été construit à Harper Town pour accueillir les rapatriés libériens revenant de Côte d'Ivoire.

Processus de protection et documents adéquats

- Le HCR a collaboré avec le Gouvernement libérien et d'autres autorités de la région pour trouver des solutions adaptées, comme l'octroi de papiers d'état civil aux réfugiés libériens qui souhaitent demeurer dans leur pays d'accueil. Une délégation libérienne a entrepris des missions de vérification des passeports biométriques dans les quatre pays d'asile, où elle a traité environ 750 demandes.
- Le HCR a achevé l'enregistrement biométrique des réfugiés dans les comtés de Maryland/River Gee, Nimba et Grand Gedeh.

Sécurité face à la violence et à l'exploitation

- La construction d'un poste de police et d'une caserne dans le camp PTP a permis aux agents chargés de l'application de la loi d'être déployés dans le camp à partir de décembre 2012.

Besoins de base et services essentiels

- Tous les réfugiés ivoiriens hébergés dans des camps ont eu accès à des abris d'urgence et ont reçu des trousseaux d'entretien. En outre, plus de 94 pour cent des tentes ont été échangées contre des abris temporaires faits de rondins et couverts de bâches en plastique.
- S'agissant de l'assistance sanitaire dans les camps, près de 90 000 patients ont été traités, la croissance de 7 000 enfants de moins de cinq ans a été surveillée et 30 000 réfugiés ont

bénéficié d'activités d'information sur le VIH et le sida et de tests de dépistage.

- Avec le soutien des Ministères de l'éducation ivoirien et libérien, un examen de fin d'études primaires a été organisé avec succès pour 92 pour cent des enfants réfugiés ivoiriens.

Solutions durables

- Puisque la clause de cessation a été invoquée pour les réfugiés libériens, le HCR a soutenu le rapatriement librement consenti de plus de 29 000 Libériens en organisant leur transport et en leur octroyant des allocations de réintégration en espèces.
- Plus de 6 000 réfugiés ivoiriens, dont des enfants séparés ou non accompagnés, ont été aidés à quitter les comtés de Nimba, Grand Gedeh et Maryland, principalement pour se rendre dans des régions du sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

Appui à la logistique et aux opérations

- Plus de 29 000 Libériens ont été transportés vers le Libéria dans la sécurité et la dignité à bord de 56 camions.
- Près de 10 000 réfugiés ont été réinstallés depuis des communautés hôtes et des villages de réinstallation dans des camps situés dans les comtés de Grand Gedeh, Maryland et Nimba. Dans le comté de Nimba, 15 communautés de réinstallation ont été fermées. Les abris de ces sites ont été donnés aux communautés hôtes à titre de remerciement pour avoir accueilli les réfugiés ivoiriens pendant la situation d'urgence de 2010-2012.
- Afin de mieux protéger et d'aider ses habitants, le camp de Ziah a été fermé et les réfugiés ont été réinstallés dans les camps PTP et Solo dans l'est du Libéria. L'achèvement des travaux sur place pour l'élargissement des camps de PTP et Bahn a permis de loger respectivement 25 000 et 15 000 réfugiés.

Évaluation des résultats

En 2012, le HCR est parvenu à transformer le programme d'intervention d'urgence mis en œuvre en 2011 en une opération plus stabilisée. Une vérification biométrique globale a été menée afin d'évaluer avec précision le nombre de réfugiés ivoiriens dans le pays. Au 31 décembre 2012, ils étaient 65 600.

Une meilleure gestion des données s'est soldée par une compréhension plus exacte du profil de la population, ce qui a permis au HCR d'appliquer des programmes taillés sur mesure, notamment des activités rémunératrices, des projets de lutte contre la violence sexiste et des campagnes d'information sur le VIH et sida.

Pour renforcer la protection des réfugiés ivoiriens et la coordination de l'aide humanitaire, le Gouvernement a décidé de réinstaller les réfugiés dans des camps éloignés des zones frontalières où ils avaient jusqu'alors vécu au sein des communautés hôtes.

Dans les camps, les réfugiés ont eu accès aux services de base. Cela incluait des soins de santé primaires complets et intégrés, des programmes de nutrition, un soutien à la santé génésique et la santé mentale, ainsi qu'une aide en matière de VIH et sida. Les installations sanitaires dans le camp sont aussi ouvertes aux membres des communautés hôtes avoisinantes, qui ont représenté 23 pour cent des patients. Les réfugiés qui vivent dans des communautés hôtes ont également pu utiliser gratuitement les centres publics de santé.

Le HCR a rapatrié avec succès plus de 29 000 réfugiés libériens en 2012, soit presque deux fois l'objectif initial de 15 000. Quelque 600 réfugiés libériens vivant en Côte d'Ivoire n'ont pu regagner leur pays en 2012, principalement en raison de problèmes médicaux.

Contraintes

L'état déplorable des routes, la longue saison des pluies et d'autres contraintes logistiques ont gravement entravé l'octroi de

Collaboration avec les partenaires

Au Libéria, le HCR a collaboré avec 15 partenaires d'exécution en 2012. L'Organisation a dirigé les interventions multidimensionnelles au bénéfice des réfugiés et s'est efforcée de renforcer la coordination interinstitutions en participant à plusieurs dispositifs, notamment le mécanisme des Nations Unies « Unis dans l'action ».

En 2012, le HCR a noué des partenariats stratégiques. Cela lui a permis de déléguer des interventions clés concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et l'enseignement primaire du deuxième cycle à certains de ses partenaires opérationnels tels qu'OXFAM et *Finnish Church Aid*. La Mission des Nations Unies au Libéria et des contingents internationaux dans les pays hôtes ont fourni au HCR un soutien logistique ponctuel et l'ont aidé à remettre en état les routes d'accès.

Le partenariat du HCR avec la Commission libérienne de rapatriement et de réintégration des réfugiés a revêtu une importance stratégique. La Commission a travaillé en collaboration avec le HCR pour associer plusieurs ministères à la mise en œuvre de la politique destinée à assurer la protection des droits des réfugiés et à veiller à ce qu'ils aient accès sans entraves aux services essentiels. Cette collaboration a inclus des missions conjointes d'évaluation, la coordination des activités de santé avec le ministère de la Santé et de la protection sociale, et l'octroi d'un appui au programme national de lutte contre le VIH et le sida, par l'entremise des équipes nationales de santé.

l'assistance aux réfugiés dans les camps. En plus des voies d'accès entre Nimba et Grand Gedeh, qui sont demeurées presque impraticables pendant le deuxième trimestre de l'année, la route entre le Libéria et la Côte d'Ivoire a été complètement coupée entre septembre et novembre 2012. Près de 60 pour cent des véhicules du HCR sont tombés en panne et ont dû être remplacés. Des 56 camions de six tonnes utilisés pour le transport des articles de secours et le rapatriement librement consenti, 35 étaient dans un état de délabrement, ce qui a retardé la livraison de l'assistance et le processus de retour. Le rapatriement librement consenti a subi un autre revers avec l'épidémie de choléra qui s'est déclenchée en Sierra Leone.

Toutes les familles réfugiées n'ont pas bénéficié d'abris de transition en raison de l'inaccessibilité de camps de réfugiés à certaines périodes de l'année.

L'efficacité de la coordination a été compromise par le taux élevé de rotation de personnel parmi les partenaires d'exécution.

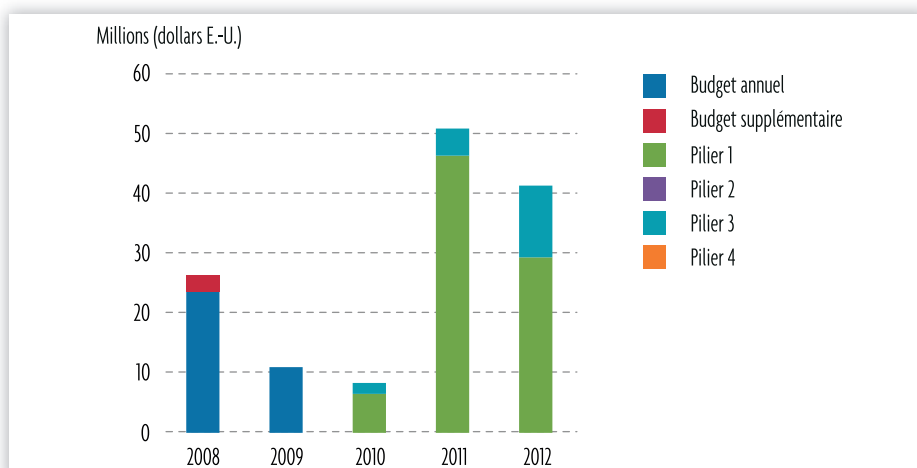
Besoins non satisfaits

- Près de cinq pour cent des familles réfugiées vivent dans des tentes depuis décembre 2010. Elles sont exposées aux intempéries et ont cruellement besoin d'un logement plus adapté.
- Des programmes doivent être mis en œuvre pour lutter contre le taux élevé d'anémie enregistré chez les femmes en âge de procréer et les enfants.
- Un programme d'enseignement secondaire n'a pu être organisé en 2012 pour épauler quelque 1 900 adolescents réfugiés dans les camps.
- Environ 600 Libériens souhaitant rentrer chez eux demeurent en Côte d'Ivoire.
- Le HCR n'a pas pu appliquer des activités de réintégration, comme des cours de formation professionnelle ou la remise de bourses pour la création d'entreprises aux 29 000 Libériens rapatriés.

Informations financières

Le budget global de l'opération au Libéria a été réduit entre 2011 et 2012, passant de près de 90 millions de dollars É.-U. à quelque 65 millions de dollars É.-U. Le niveau de financement disponible a permis à l'opération de dépenser 41,5 millions de dollars E.-U. en 2012. L'essentiel des dépenses, soit près de 13,3 millions de dollars E.-U., a été alloué à des activités axées autour de solutions durables, principalement à l'accueil et la réintégration de plus de 29 000 réfugiés libériens. De surcroît, plus de 8 millions de dollars E.-U. ont été dépensés pour la logistique, notamment l'entretien, les camions, les véhicules légers, les motocyclettes et le carburant. Le troisième poste le plus important concernait les besoins de base et les services essentiels, avec des dépenses totales d'environ sept millions de dollars E.-U.

Dépenses au Libéria | 2008-2012



Budget, revenus et dépenses au Libéria | Dollars E.-U.

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	Total
BUDGET FINAL	50 698 778	14 117 852	64 816 630
Revenus issus des contributions ⁴	12 842 078	128 935	12 971 013
Autres fonds disponibles / ajustements / transferts	16 661 037	11 913 939	28 574 976
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	29 503 115	12 042 874	41 545 989
VENTILATION DES DÉPENSES			
<i>Environnement de protection favorable</i>			
Accès à l'assistance juridique et recours	45 095	95 799	140 893
<i>Sous-total</i>	45 095	95 799	140 893
<i>Processus de protection et documents adéquats</i>			
Conditions d'accueil	220	211 299	211 519
Enregistrement et établissement de profils	927 841	1 279	929 120
Procédures de détermination du statut	270 369	0	270 369
Documents individuels	0	244 302	244 302
Enregistrement et documents d'état civil	215 476	0	215 476
<i>Sous-total</i>	1 413 906	456 879	1 870 785
<i>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</i>			
Protection contre les conséquences du conflit armé	490	0	490
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	737 140	287 396	1 024 537
Protection des enfants	787 470	191 597	979 067
<i>Sous-total</i>	1 525 100	478 993	2 004 093

	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	Total
<i>Besoins de base et services essentiels</i>			
Santé	2 195 932	0	2 195 932
Santé procréative et services liés au HIV	161 248	0	161 248
Nutrition	477 845	0	477 845
Eau	257 769	0	257 769
Assainissement et hygiène	1 227 072	0	1 227 072
Abris et infrastructure	1 188 823	0	1 188 823
Articles ménagers de base	54 071	0	54 071
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	178 520	0	178 520
Éducation	1 336 040	0	1 336 040
Sous-total	7 077 319	0	7 077 319
<i>Autonomisation et autogestion communautaires</i>			
Mobilisation communautaire	530 276	0	530 276
Ressources naturelles et environnement commun	200 994	0	200 994
Autosuffisance et moyens d'existence	854 222	191 597	1 045 819
Sous-total	1 585 492	191 597	1 777 089
<i>Solutions durables</i>			
Stratégie de solutions globales	611	0	611
Retour volontaire	2 737 200	9 840 169	12 577 369
Réintégration	595	0	595
Intégration	63 555	0	63 555
Réinstallation	687 395	0	687 395
Sous-total	3 489 356	9 840 169	13 329 525
<i>Direction, coordination et partenariats</i>			
Coordination et partenariats	53 869	383 518	437 387
Sous-total	53 869	383 518	437 387
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	6 221 251	84 727	6 305 978
Gestion des opérations, coordination et appui	2 136 393	303 614	2 440 007
Sous-total	8 357 644	388 341	8 745 985
<i>Appui régional et au Siège</i>			
Développement des politiques	2 299	0	2 299
Direction et gestion stratégique globale	40 111	0	40 111
Conseils techniques et appui aux opérations	6 023	0	6 023
Développement des capacités, des compétences et des savoirs	2 265	2 134	4 399
Sous-total	50 698	2 134	52 832
Versements aux partenaires d'exécution	5 904 635	205 443	6 110 078
Total	29 503 112	12 042 874	41 545 986

Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.